



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle

N° 2021-30

Pétitionnaire : société GEOLITH pour le compte de la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée
Adresse : Agence de Mouans-Sartoux, 613 avenue de Grasse 06370 Mouans-Sartoux
Nature de la demande : Survol motorisé en cœur de Parc national, prises de vues et de sons dans un cadre professionnel
Nom du projet : Analyse de l'impact de la crue sur les berges du torrent de Mollières
Localisation : vallon de Mollières, piste de Peyre-Blanche, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 15 février 2021 par Monsieur PORRE Damien, responsable d'agence Géolith,

Considérant que la demande porte sur une réalisation d'images aériennes permettant d'analyser les impacts de la crue du torrent de Mollières en terme d'érosion et de déstabilisation des berges ainsi que de réaliser des levés photogrammétriques,

Considérant qu'à ce titre, le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

Considérant toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement en période hivernale,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société GEOLITH [SIRET 38780859500103], représentée par Monsieur PORRE Damien, est autorisée à effectuer

- des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national ;
 - des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national,
- dans le cadre d'une reconnaissance par drone des zones d'instabilité géologique ayant impacté la piste de Peyre-Blanche, dans le vallon de Mollières (commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée).

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du télépilote : PINTUS Michael ou VIGOUROUX Olivier
type d'appareil : drone – Mavic Pro2
n° de l'appareil : -

2.2. Les télépilotes sont tenus de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au plan de vol annexé à la présente.

Elle représente une zone de 30 mètres de large englobant à l'aplomb : la piste, l'ensemble du lit majeur du torrent de Mollière et la base des versants situés de part et d'autre de ce dernier.

2.3. Dans le cœur du parc national, le survol à basse altitude reste interdit en-dehors de la zone autorisée figurant sur ce plan.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement au Siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, les fichiers numériques haute définition des prises de vues réalisées dans le cadre de la présente, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente (autorisations@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour une durée maximale de 2 journées au cours de la période du 1^{er} mars 2021 au 30 avril 2021, à la condition expresse d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour de la date de déroulement de l'opération sur le terrain.

Cette information devra être effectuée au minimum 48 h à l'avance par courriel.

Contact :

chef de ST – OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)
adjoint - TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

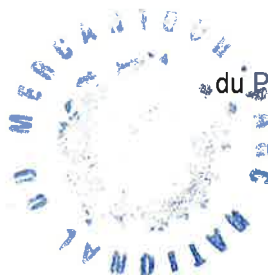
Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 1^{er} mars 2021



La Directrice
du Parc national du Mercantour


Aline-COMEAU

Copie :
- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

